

Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction

CONFIDENTIEL

À l'attention de :

L'Honorable France Charbonneau, présidente
Monsieur Renaud Lachance, commissaire
Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (la « Commission »)
500, rue René-Lévesque Ouest, 9^e étage
Montréal (Québec) H2W 1W7

AFFIDAVIT DE LINE BEAUCHAMP

Je soussignée, LINE BEAUCHAMP, domiciliée au [REDACTED], France, affirme solennellement ce qui suit :

1. Le 9 juin 2015, j'ai pris connaissance d'un préavis reçu en vertu de l'article 82 des *Règles de procédure de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats dans l'industrie de la construction*, par lequel la Commission indiquait qu'elle envisage de faire un rapport défavorable à mon égard ou de m'imputer une conclusion de mauvaise conduite.
2. Bien que ce préavis ne constitue pas une indication certaine que les reproches y étant décrits seront repris à titre de conclusions du rapport final, je tiens à rétablir solennellement certains faits par le présent affidavit.
3. De manière générale, je soumets que ces reproches sont erronés et qu'ils représenteront une injustice à mon égard en plus de nuire de façon grave à ma réputation s'ils sont inclus dans le rapport final.

Reproche #1 : d'avoir permis par acte ou par omission à des représentants de firmes de génie d'organiser des activités de financement à mon bénéfice, notamment l'événement qui a eu lieu le 6 avril 2009 à Laval, sans égard à de possibles risques de conflits d'intérêts ou de compromission que cette pratique pouvait comporter.

4. De manière particulière, en ce qui a trait à la première conclusion défavorable que vous envisagez tirer à mon égard, à savoir d'avoir permis par acte ou omission à des représentants de firmes de génie d'organiser des activités de financement à mon bénéfice, notamment l'événement qui a eu lieu le 6 avril 2009 à Laval, sans égard à de possibles

risques de conflits d'intérêts ou de compromission que cette pratique pouvait comporter, je tiens à établir les faits suivants.

5. Alors ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, j'ai répondu positivement à l'invitation faite par Mme Violette Trépanier, de la permanence du Parti libéral du Québec, de participer à cet événement de financement à titre d'invitée d'honneur.
6. Cet événement n'a pas été tenu à mon bénéfice.
7. D'ailleurs, à aucun moment au cours de ma carrière politique, je n'ai reçu un bénéfice personnel pour une participation à une activité de financement du Parti libéral du Québec ou pour tout autre geste posé dans mes fonctions politiques. J'ai touché la rémunération prévue à titre de députée et de ministre, un point c'est tout. En ce sens, tirer une conclusion faisant référence à une action que j'aurais menée pour mon possible bénéfice est une atteinte à ma réputation et me cause un préjudice grave.
8. L'événement était sous l'entière responsabilité de la permanence du Parti libéral du Québec ; je n'ai ni participé personnellement à l'organisation de cet événement, ni contribué à la liste des invités, ni choisi le lieu et ni sollicité de contributions.
9. De même, ni mon chef de cabinet, M. François Crête, ni aucun membre de mon cabinet politique, n'a participé à l'organisation de cet événement, ni n'a contribué à la liste des invités, ni n'a sollicité des contributions.
10. Des membres du personnel de mon bureau de comté ont participé à l'accueil des invités le matin-même de l'événement, compte tenu de la grande proximité géographique du lieu où l'événement s'est tenu avec mon bureau. Ils n'y étaient pas à titre d'organisateurs et n'y assumaient aucune autre responsabilité. Par exemple, si l'événement s'était tenu en Montérégie ou en Mauricie, aucun membre du personnel de mon bureau de comté ne se serait rendu sur place. Il s'agit là du seul lien entre la tenue de cet événement et des personnes sous ma responsabilité directe.
11. Selon les responsabilités qui m'incombaient à titre de membre du Parti libéral du Québec et sur la base que le Parti libéral du Québec a affirmé à maintes occasions qu'il s'assurait de respecter toutes les dispositions de la *Loi électorale*, notamment celles sur le financement des partis politiques, j'ai accepté des dizaines de fois de répondre à de telles requêtes faites par le Parti libéral du Québec de participer à des événements de financement aux quatre coins du Québec à titre d'invitée d'honneur.
12. Je n'ai jamais eu connaissance de faits me permettant de douter que le Parti libéral du Québec s'assurait de respecter toutes les dispositions de la *Loi électorale*, celles sur le financement des parties politiques.
13. Régulièrement, mes collègues du conseil des ministres ont accepté de telles invitations du Parti libéral du Québec en s'appuyant sur les mêmes principes et sur les mêmes pratiques. Dans ce contexte, associer spécifiquement mon nom à des conclusions portant sur de

possibles conflits d'intérêts ou de compromission dans de telles circonstances serait une injustice.

14. Lors de l'événement du 6 avril 2009, la discussion avec les invités a été de portée générale sur le contexte politique au Québec et à l'international.
15. Aucun dossier pouvant concerner des invités à cette activité de financement n'a fait l'objet de demandes de suivi ou d'intervention auprès des autorités du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, ni auprès d'aucun autre ministère, à la suite de l'événement et je n'ai signé aucun document pouvant apporter un bénéfice à l'un des invités à cette activité. Une conclusion de la Commission portant sur un possible conflit d'intérêts serait injustifiée et entraînerait une grave atteinte à ma réputation.
16. À l'époque, la *Loi sur le financement des partis politiques* permettait à des individus d'être reconnus comme solliciteurs. La loi ne prévoyait pas que leur lien d'emploi ou leur appartenance à un ordre professionnel, notamment l'Ordre des ingénieurs du Québec, les rendait inaptes à remplir la fonction de solliciteur ou que leurs contributions devenaient impropres.
17. J'ai donc agi en tout respect des lois du Québec de l'époque, en tout temps pertinents.

Reproche #2 : d'avoir été informée par mon chef de cabinet, M. François Crête, d'une possible implication d'individus liés à des organisations criminelles dans le dossier associé à Énergie Carboneutre et de ne pas en avoir informé les autorités compétentes

18. De manière particulière, concernant la deuxième conclusion que vous envisagez de tirer à mon égard, à savoir d'avoir été informée par mon chef de cabinet, M. François Crête, d'une possible implication d'individus liés à des organisations criminelles dans le dossier associé à Énergie Carboneutre et de ne pas en avoir informé les autorités compétentes, je tiens également à rétablir les faits qui suivent.
19. M. François Crête m'a relaté le contenu d'un appel téléphonique logé à son endroit par Me Michel Yergeau, alors avocat d'une entreprise concurrente à Énergie Carboneutre, le mettant en garde contre la possible implication d'individus associés à des organisations criminelles dans l'entreprise Énergie Carboneutre.
20. Immédiatement après que M. Crête m'ait fait part de l'information et de sa recommandation à savoir que les membres de mon cabinet politique ainsi que lui-même évitent tout contact direct avec l'entreprise Énergie Carboneutre et qu'aucune demande ne soit adressée aux autorités du ministère concernant cette entreprise, je l'ai informé de ma décision d'accepter sa recommandation et d'informer les membres du cabinet de la conduite à adopter.
21. À ma connaissance, Me Michel Yergeau, avocat crédible doté d'une longue expérience, n'a communiqué à M. Crête aucun nom spécifique d'individus associés à des organisations criminelles en lien avec Énergie Carboneutre et surtout et n'a fourni à M.

Crête, verbalement ou autrement, aucun élément de preuve ou indice liant Énergie Carboneutre à une activité illégale ou criminelle.

22. J'ai donc traité l'appel de Me Yergeau, à qui je porte la plus grande estime, comme un appel à la prudence et non comme une dénonciation basée sur des preuves ou encore comme une plainte auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.
23. À ma connaissance, Me Yergeau, pourtant l'avocat de la compagnie concurrente d'Énergie Carboneutre, n'a pas indiqué à M. Crête qu'il avait porté ou qu'il porterait lui-même des informations compromettantes ou des éléments de preuves liés audit dossier à l'attention des autorités compétentes.
24. Étant donné qu'aucune autre personne, ni même les autorités policières, ne m'avait fourni des informations confirmant les dires de Me Yergeau, j'étais placée devant une rumeur provenant du conseiller juridique de la compagnie concurrente d'Énergie Carboneutre, mais que je devais traiter avec toute l'attention voulue compte tenu de la crédibilité de Me Yergeau.
25. Je ne disposais d'aucune preuve ni d'aucune information spécifique et crédible, provenant de plus d'une source, à communiquer à d'autres autorités compétentes. Je ne disposais d'aucun nom, je ne pouvais relater aucun fait. Peut-on me blâmer de ne pas avoir communiqué une information aucunement particularisée ou détaillée, donc une rumeur, à des autorités compétentes ? Les rumeurs sont multiples dans la sphère publique. Où cela commence-t-il et où cela finit-il ? Il est raisonnable de penser qu'on s'attend à ce qu'un membre de l'exécutif du gouvernement communique à des autorités compétentes des faits et des preuves, non des rumeurs.
26. Au sein du MDDEP, je représentais l'autorité compétente, et j'ai toujours agi selon les responsabilités qui m'incombaient, en respect des lois du Québec et des principes de notre société de droit.
27. Il serait particulièrement ironique que la Commission tire une conclusion défavorable ou de mauvaise conduite à mon égard alors que j'ai exigé de tous les membres de mon cabinet de n'avoir aucun contact avec des représentants de la compagnie Énergie Carboneutre suite à l'appel de Me Yergeau et de n'adresser aucune demande aux autorités du MDDEP.
28. En effet, dans le contexte de la rumeur communiquée par Me Yergeau, ma conduite témoigne au contraire à la fois de mon respect de notre société de droit et de ma volonté d'éviter toute action pouvant appuyer ladite entreprise.
29. Une conclusion défavorable ou de mauvaise conduite pourrait laisser croire à des liens entretenus entre moi, mon cabinet et la compagnie Énergie Carboneutre alors que les faits démontrent le contraire.

Autres observations

30. En conclusion, je voudrais apporter à votre attention deux autres faits.

Rencontre avec Me Denis Gallant au printemps 2013

31. J'ai rencontré le procureur en chef adjoint de la Commission, Me Denis Gallant, au printemps 2013. Devant témoins, dont deux autres représentants de la Commission et l'avocat du Parti libéral du Québec, Me Gallant a affirmé qu'il me croyait.
32. Alors que je lui communiquais mon profond sentiment d'injustice et les atteintes à ma réputation suite au traitement public qui m'avait été réservé jusqu'alors par la Commission, Me Gallant m'a aussi présenté ses excuses.
33. Un blâme de la Commission me concernant, suite à des excuses dûment reçues de la part de son procureur chef adjoint, ne ferait que jeter du discrédit sur les travaux de la Commission. Chose certaine, il représenterait une injustice à mon égard et nuirait de façon grave à ma réputation.

Respect du serment à titre de députée et de ministre

34. Enfin, j'affirme avoir respecté en tout temps le serment que j'ai prononcé sur la bible à titre de députée et de ministre, avoir été loyale envers le peuple du Québec et avoir exercé mes fonctions avec honnêteté et justice dans le respect de la constitution du Québec.

ET J'AI SIGNÉ à Paris, le 23 juin 2015.


LINE BEAUCHAMP

Affirmé solennellement devant moi
à Paris, le 28/06/2015


Commissaire à l'assermentation

Emmanuel du DOUËT
Avocat à la Cour
SCP BIGNON LEBRAY & ASSOCIÉS
14, rue Pergolèse - 75116 PARIS
Tél. 01.44.17.17.44 - Fax 01.44.17.98.99
Toque P.370

B BIGNON LEBRAY
AVOCATS

14, rue Pergolèse - 75116 Paris - Palais P 370
Tél. : +33 (0)1 44 17 17 44 - Fax : +33 (0)1 44 17 98 99

2022.11.11
2022.11.12
2022.11.13
2022.11.14
2022.11.15
2022.11.16
2022.11.17
2022.11.18
2022.11.19
2022.11.20
2022.11.21
2022.11.22
2022.11.23
2022.11.24
2022.11.25
2022.11.26
2022.11.27
2022.11.28
2022.11.29
2022.11.30
2022.12.01
2022.12.02
2022.12.03
2022.12.04
2022.12.05
2022.12.06
2022.12.07
2022.12.08
2022.12.09
2022.12.10
2022.12.11
2022.12.12
2022.12.13
2022.12.14
2022.12.15
2022.12.16
2022.12.17
2022.12.18
2022.12.19
2022.12.20
2022.12.21
2022.12.22
2022.12.23
2022.12.24
2022.12.25
2022.12.26
2022.12.27
2022.12.28
2022.12.29
2022.12.30
2022.12.31